



## Déclaration liminaire CSAD 22 juin 2026

Avant d'aborder l'ordre du jour de ce CSA consacré aux ajustements de DGH, l'UNSA Éducation souhaite revenir sur l'actualité de cette fin d'année scolaire marquée par des épisodes de fortes chaleurs.

La canicule que connaissent nos départements n'a malheureusement rien d'exceptionnel. Elle est appelée à se reproduire et à s'intensifier. Pourtant, force est de constater que l'Éducation nationale reste insuffisamment préparée à ces situations pourtant prévisibles. Dans de nombreux établissements, les élèves comme les personnels ont dû travailler dans des conditions particulièrement dégradées, parfois dans des salles dépassant largement les températures acceptables. Les adaptations relèvent encore trop souvent du bricolage local et de la bonne volonté des équipes.

Cette situation interroge notre capacité collective à anticiper les conséquences du changement climatique sur le fonctionnement même du service public d'éducation. L'UNSA Éducation estime qu'il est désormais indispensable de dépasser les réponses ponctuelles et de construire une véritable stratégie d'adaptation des bâtiments scolaires, des organisations et des conditions de travail.

Concernant l'ajustement de DGH, nous prenons acte de l'arrivée de 78 élèves supplémentaires en sixième par rapport aux prévisions établies lors de la préparation de rentrée. Deux collèges, Vinci et Rimbaud, accueillent chacun une vingtaine d'élèves supplémentaires. Le collège de Beaucourt passe de 119 à 127 élèves et le collège Mozart de 119 à 121 élèves.

Cet afflux d'élèves semble notamment s'expliquer par des retours du privé vers le public, phénomène dont les services n'avaient pas connaissance au moment des prévisions. Cette évolution nous interroge sur la nécessité d'un travail plus fin en amont lors de la préparation de la DGH, notamment pour anticiper les effets de seuil et éviter que quelques élèves supplémentaires ne conduisent à des situations de tension importantes.

Or, les moyens disponibles apparaissent aujourd'hui particulièrement contraints. Alors que les établissements ont exprimé un besoin total de 54 heures, seuls 32 heures restent disponibles. Ce reliquat ne permet pas seulement de répondre à cet afflux imprévu ; il ne permet même plus d'apporter les quelques heures nécessaires aux établissements confrontés à des difficultés particulières.

L'hypothèse d'un transfert du BOP 139 vers le BOP 141 pourrait constituer une piste afin d'apporter des réponses à ces besoins.

Au-delà des chiffres, ce sont les équipes qui subissent les conséquences de ces incertitudes. Dans plusieurs établissements, les conseils d'enseignement et les conseils d'administration n'ont pu se tenir dans des conditions satisfaisantes, compliquant fortement le travail de préparation de rentrée et alimentant les tensions.

Nous attirons également votre attention sur plusieurs sujets évoqués lors du groupe de travail : la

concentration des stagiaires sur quelques établissements belfortains, le manque de lisibilité concernant les postes en FLE ainsi que la question des postes bloqués avant le mouvement. Même si ces sujets ne relèvent pas directement de la DOS, ils participent du climat général et méritent des réponses.

L'UNSA Éducation continuera à porter, avec exigence mais dans un esprit constructif, les préoccupations des personnels et les besoins des établissements afin que les conditions de travail des équipes et les conditions d'apprentissage des élèves restent au cœur des décisions.